

Impact du changement des règles de gestion des radiations administratives sur les statistiques de demandeurs d'emploi

Présentation du changement des règles de gestion des radiations administratives

Avant le 1^{er} janvier 2013, les radiations administratives prenaient effet à la date du manquement à l'origine de la radiation (le plus souvent une absence à convocation), soit de façon rétroactive par rapport à leur date de notification au demandeur d'emploi¹.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, de nouvelles règles concernant les radiations sont entrées en vigueur. Elles reprennent des recommandations émises par le Médiateur de Pôle emploi et concernent :

- La fin de la rétroactivité : la date d'effet de la radiation correspond désormais à la date de notification au demandeur d'emploi et non plus à la date du manquement. Cette modification met fin aux indus² que générait l'ancienne règle ;
- La réduction du délai entre le manquement et la notification : les demandeurs d'emploi sont fixés plus rapidement sur leur situation. Cela résulte d'une diminution de 5 jours du délai accordé au demandeur d'emploi pour justifier un manquement, à laquelle s'ajoute une réduction progressive du temps de traitement des dossiers par Pôle emploi.

Avec l'application de la nouvelle règle, le nombre de radiations administratives présenté dans les statistiques du marché du travail portant sur janvier 2013, est plus faible que dans une situation sans changement de règle. En effet, certaines radiations, qui auraient été auparavant comptabilisées au mois de janvier, ne le seront qu'au mois de février. Il s'agit des radiations correspondant à un manquement en janvier conduisant à une notification entre le 1^{er} et le 17 février³. Ainsi, les demandeurs d'emploi concernés sont encore enregistrés sur les listes fin janvier, alors qu'en l'absence de réforme, ils auraient été considérés comme radiés en janvier. En conséquence, le nombre de demandeurs d'emploi à la fin janvier 2013 est plus élevé que ce qu'il aurait été sans modification de la règle. Un chiffrage de cet effet est présenté plus bas (tableau 1).

L'impact du changement de règles sur les sorties des listes pour radiations administratives devrait cependant être essentiellement transitoire. À partir du mois de février 2013, le nombre de radiations administratives devrait retrouver, en moyenne, un niveau correspondant à celui qui aurait été observé si les règles n'avaient pas été modifiées, le changement de règles ne faisant que décaler la date d'effet.

L'effet sur le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés sur les listes devrait également être à moyen terme nettement inférieur à ce qu'il est fin janvier, même s'il pourrait rester légèrement positif. En effet, le report de la date d'effet des radiations décale d'autant la date de réinscription pour les demandeurs d'emploi qui se réinscrivent sur les listes à l'issue de leur période de radiation. À compter de la fin du premier trimestre 2013, ce décalage compensera dans une large mesure la hausse initiale du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois enregistrée en janvier.

Par ailleurs, la saisonnalité de la série pourrait être légèrement différente de celle des années précédentes. De ce fait, la série des radiations administratives corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables pourra présenter en 2013 un caractère plus heurté que par le passé.

¹ La radiation était notifiée en moyenne 30 jours environ après le manquement qui la motivait. Ce délai, en partie incompressible, vise notamment à permettre au demandeur d'emploi informé d'une possibilité de radiation de justifier le manquement constaté.

² A savoir les sommes qu'un demandeur d'emploi pouvait éventuellement percevoir entre la date de manquement et la date de notification et qu'il devait rembourser suite à sa radiation.

³ Le 17 février correspond à la date de clôture d'actualisation. Les informations postérieures à cette date ne peuvent être prises en compte pour établir les statistiques relatives au mois de janvier.

Impact de la réforme sur le nombre de demandeurs d'emploi fin janvier 2013

La modification des règles de gestion des radiations administratives a un impact à la hausse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits sur les listes fin janvier 2013. En Guadeloupe et Îles du Nord, cet impact est faible soit +30 pour les demandeurs d'emploi de catégorie A et de +30 pour ceux de catégories A, B, C (tableau 1).

Fin janvier 2013, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 58 510, soit une diminution de 2 % par rapport à décembre 2012 (-1 200 demandeurs d'emploi). Celui des catégories A, B, C s'établit à 65 390, soit une diminution de 1,8 % par rapport à décembre 2012 (-1 220 demandeurs d'emploi).

En l'absence de réforme, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A se serait établi à 58 480 en janvier 2013, en baisse de -2,1 % par rapport à décembre 2012 (-1 230 demandeurs d'emploi), et celui de catégories A, B, C se serait établi à 65 360, en baisse de 1,9 % par rapport à décembre 2012 (-1 250 demandeurs d'emploi).

Tableau 1 : Effet de la réforme des règles de gestion des radiations administratives sur le nombre de demandeurs d'emploi par catégorie fin janvier 2013 (données CVS)

	Impact de la réforme sur le nombre de demandeurs d'emploi fin janvier 2013	En l'absence de réforme			Avec la réforme (chiffres publiés)		
		Effectifs fin janvier 2013	Variation déc.2012 - janv. 2013	Évolution déc. 2012 - janv. 2013	Effectifs fin janvier 2013	Variation déc.2012 - janv. 2013	Évolution déc. 2012 - janv. 2013
Catégorie A	+30	58 480	-1 230	-2,1%	58 510	-1 200	-2,0%
Catégories A, B, C	+30	65 360	-1 250	-1,9%	65 390	-1 220	-1,8%

Source : Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : SESE /Dieccte de Guadeloupe.

Champ : Guadeloupe et Îles du Nord.